



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement de
Corse**

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Haute-Corse
Immeuble Paglia Orba - Route d'Alata
20000 Ajaccio

Bastia, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : R_2024-208
Code AIOT : 0007300007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société BUTAGAZ à Lucciana, lieu-dit "Pineto", permet un

approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1965, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°2B-2018-08-09-004 du 9 août 2018 portant actualisation des prescriptions applicables aux installations exploitées par la SAS BUTAGAZ, route de Pineto, sur la commune de Lucciana.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintenance et test d'une MMR	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1	Sans objet
2	Accès pour l'intervention des services de secours	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.2.1	Sans objet
3	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Révision quinquennale de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-39	Sans objet
5	Maintenance et test d'une MMR	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1	Sans objet
6	Déchets de la cabine de peinture	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 5.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pu justifier du respect de l'ensemble des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintenance et test d'une MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur les mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Dans le cadre du SGS de l'établissement, les MMR font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière d'efficacité et de cinétique de mise en oeuvre par rapport aux événements à maîtriser. Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.
Constats : Suite à l'inspection du 13/04/2023, il avait été demandé à l'exploitant de justifier - conformément à son étude de dangers - que le temps de fermeture du clapet de fond des camions soit inférieur

à 30 secondes. Ce point ne figurait pas dans le rapport annuel du contrôle de chaque camion.

Par courrier daté du 2 octobre 2023, l'exploitant précise que les opérations de fin de chargement réalisées quotidiennement permettent de vérifier que la cinétique de fermeture du clapet obturateur de fond du camion est en adéquation avec les attentes. S'agissant de systèmes mécaniques, la fermeture du clapet est quasi instantanée. En parallèle, l'exploitant précise que tous les clapets obturateurs sont soumis à un test annuel d'étanchéité (test réalisé par le transporteur en accord avec le protocole émis par France Gaz Liquide).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès pour l'intervention des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose en permanence de 3 accès permettant, à tout moment, l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de l'inspection du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que la route d'accès au site était particulièrement endommagée.

La gestion de cette route relève, après confirmation de la DDT de la Haute-Corse, de la compétence de la mairie de Lucciana.

Aussi, l'inspection demandait à l'exploitant de solliciter par courrier la mairie de Lucciana pour engager la réfection de cette route dans les meilleurs délais, en rappelant que les services d'incendie et de secours doivent pouvoir intervenir rapidement sur le site qui est classé SEVESO seuil haut (site industriel à haut risque).

Par courrier daté 02/10/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection copie d'un courrier daté du 02/10/2023 signé par la présidente de BUTAGAZ et adressé au maire de Lucciana pour demander la réfection urgente de la route d'accès au centre emplisseur.

A son arrivée sur site, l'inspection a constaté que la route avait été rénovée et permettait désormais un accès normal au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport assureur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport assureur

Prescription contrôlée :

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Par courriel daté du 20 novembre 2024, l'exploitant a transmis les audits assureur réalisés sur 2 sites similaires du continent en 2021 et 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Révision quinquennale de l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Révision quinquennale de l'étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 est réexaminée périodiquement et mise à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 14/02/2024, l'exploitant a transmis la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site.</p> <p>Conformément à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil, et contrairement aux conclusions de la notice de réexamen fournie par l'exploitant, l'inspection considère qu'une mise à jour de l'étude de dangers est requise.</p> <p>Cette mise à jour devra intégrer notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un tableau recensant les mesures de maîtrise des risques (MMR) conforme au I.6. de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Les critères de pérennité (testabilité/maintenabilité) de chaque MMR devront être détaillés. Les MMR instrumentées ou MMRI seront identifiées (art.7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010), - un tableau recensant l'ensemble des barrières de sécurité du site en distinguant s'il s'agit de barrières de prévention, de limitation ou de protection au sens de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles qui sortent des limites du site seront identifiées (art.54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010), - les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie (annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014), - les phénomènes dangereux associés au parc bouteilles suite à la parution du guide INERIS de mars 2019. Le fichier SIG de l'étude de dangers actualisé devra être transmis. <p>Par ailleurs, outre sa conclusion, la notice de réexamen devra être complétée a minima sur les points suivants :</p> <p>1. Les évolutions des référentiels professionnels de bonnes pratiques en matière de sécurité.</p> <p>§4.1.2 concernant les produits de décomposition : AM du 26/05/2014 : "En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale."</p> <p>La hiérarchisation des produits de décomposition en fonction de leur toxicité n'est pas limpide :</p>

l'exploitant doit apporter des compléments permettant d'appréhender la toxicité, y compris environnementale, des produits de décomposition et leur hiérarchisation.

3. Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.

§4.3: Préciser si les FDS ont été mises à jour et les joindre à l'EDD mise à jour.

4. Les nouvelles réglementations mises en place et les arrêtés préfectoraux du site.

§4.4: L'exploitant doit préciser les impacts sur l'étude dangers liés aux évolutions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 et de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (évoqué partiellement).

5. Les écarts constatés par l'inspection des installations classées (inspections, arrêtés de mise en demeure...) ou à la suite des contrôles internes et l'efficacité des dispositions prises en réponse.

§6.1: L'exploitant doit préciser les audits menés (dates, types), les non-conformités relevées et les suites données - comme réalisé pour les inspections DREAL.

7. Les modifications intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière révision de l'étude de dangers ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.

§3.4: L'exploitant doit indiquer clairement, dans le courrier d'accompagnement et la notice, que la notice vaut porter à connaissance pour les modifications suivantes :

1. Camion supérieur à 57m3 : l'exploitant indique qu'il n'y aura pas de sujet sur Lucciana car livraison maritime. Néanmoins, il souhaite garder cette possibilité par homogénéité avec les autres sites BUTAGAZ.
2. Camions équipés de soupape : la nouvelle ADR 2023 impose que tous les nouveaux camions pour le gaz liquide soient équipés d'une soupape de sécurité jusqu'à 25 bars donc même pour les petits porteurs. C'est cela qui génère un nouveau phénomène. A l'heure actuelle, aucune soupape sur les 4 porteurs du site : mais donc, au fur et à mesure du renouvellement du parc de camion, ces derniers seront équipés de soupapes.
3. Camions à propulsion GNL/GNC : l'exploitant indique qu'il n'y aura pas de sujet sur Lucciana car pas de GNL en Corse. Néanmoins, il souhaite garder cette possibilité par homogénéité avec les autres sites BUTAGAZ.

Enfin, l'exploitant doit compléter la conclusion de sa notice de réexamen en se positionnant clairement sur les points listés dans l'avis du 8 février 2017 (caractère approprié des MMR, compatibilité site avec environnement...).

Par courriel daté du 11 décembre 2024, l'exploitant a transmis une notice de réexamen répondant à ces différents points et concluant à la nécessité de réviser l'étude de dangers du site. L'étude de dangers révisée est jointe à cette notice. Ces documents feront l'objet d'une instruction distincte du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance et test d'une MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur les mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du SGS de l'établissement, les MMR font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière d'efficacité et de cinétique de mise en oeuvre par rapport aux événements à maîtriser. Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection vérifie la bonne maintenance de la MMR "Détection de pression haute par pressostat sur réservoir fixe et arrêt de l'emplissage" (référence EDD: NP4 BLEVE des réservoirs: erreur opératoire: envoi de propane dans sphère butane)</p> <p>La fonction de cette MMR est de détecter une pression anormale dans le réservoir fixe avant que les soupapes ne soient sollicitées afin d'isoler le stockage. Elle déclenche a minima via un traitement local la fermeture d'une des vannes d'alimentation.</p> <p>Concernant le contrôle annuel du pressostat et du traitement local, l'inspection a pu consulter le bon de travail n°4305 (daté du 04/12/2023)</p> <p>Concernant le contrôle semestriel du temps de fermeture des vannes motorisées, l'inspection a pu consulter les résultats du dernier test réalisé le 05/06/2024 (test de toutes les vannes). Le temps de fermeture des vannes était bien inférieur à 30 secondes (valeur maximale relevée du 8 secondes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déchets de la cabine de peinture

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets de la cabine de peinture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié le traitement des déchets dangereux issus de la cabine de peinture du site (eaux contenant des résidus de peinture) via l'application Trackdéchets: bordereau référencé BSD-20240311-ZDRH3DZBQ et daté du 11/03/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>